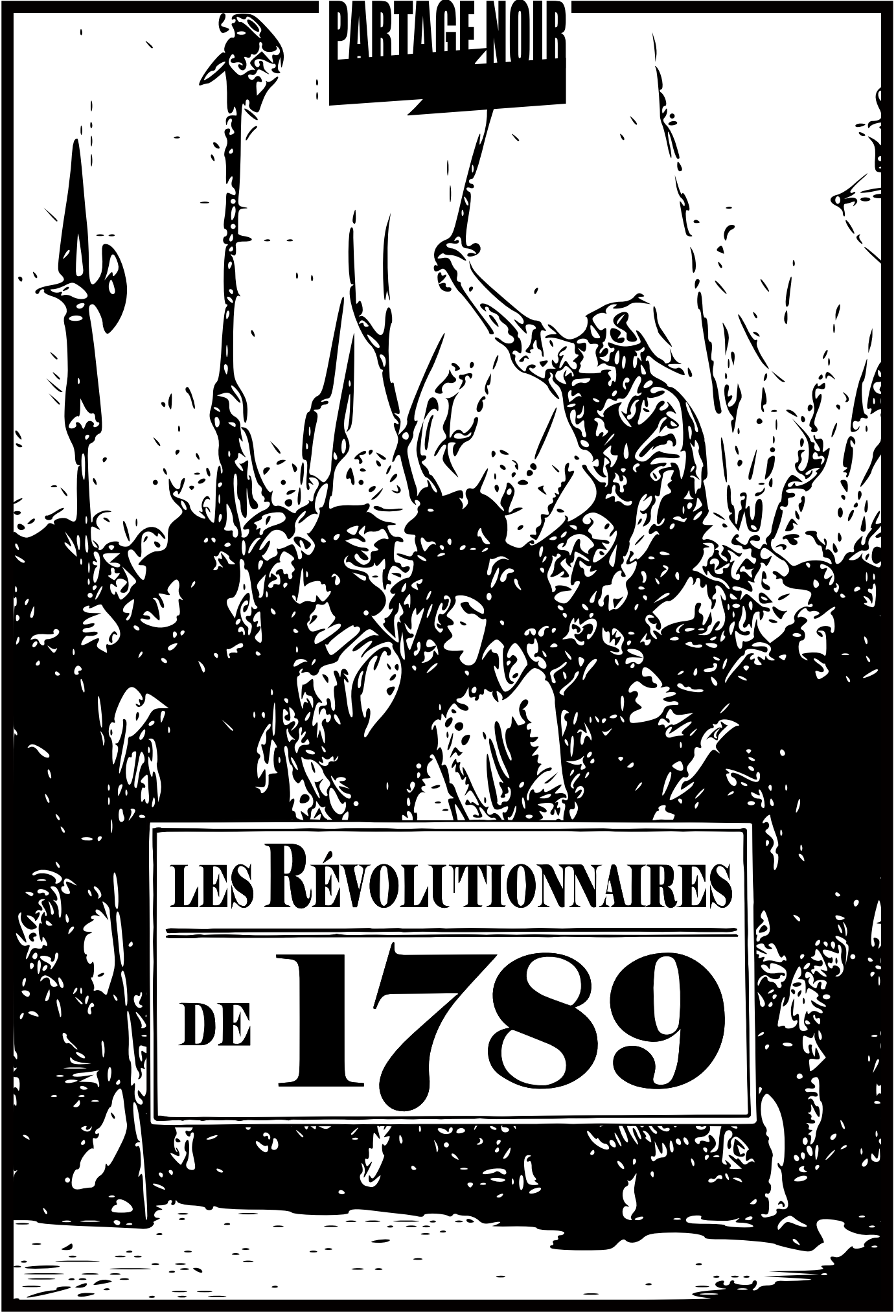




PARTAGE NOIR

LES RÉVOLUTIONNAIRES

DE 1789

**<https://www.partage-noir.fr/>
contact@partage-noir.fr**

1989/18-07-2019



Les extrémistes de la Révolution française

En publiant cette brochure, nous ne prétendons pas faire découvrir les thèses radicales de 1789 - 1794. Il s'agit seulement d'un index de quelques militants qu'il nous a paru intéressant de rassembler sous cette étiquette.

Certains problèmes méthodologiques se sont posés quant au choix des noms. Il paraissait normal d'exclure les hommes de pouvoir. En effet leurs idées n'ont pas survécu à l'épreuve des faits. Un jacobin comme Billaud-Varenne écrivit dans ses brochures des propositions plus radicales que celles des Enragés mais il a fait réprimer le mouvement populaire une fois au gouvernement!

Il en allait de même avec les ambitieux que seul l'échec couvre d'une auréole. Hébert, le rédacteur du *Père Duchesne* voulait, paraît-il, instaurer une régence au nom de Louis XVII malgré ses positions radicales affichées. Il suivit le mouvement populaire par opportunisme.

Un fin de compte nous avons rassemblé des militants qui n'avaient pour but que de servir le peuple et d'améliorer sa situation mais nous n'avons pas voulu extrapoler, étiqueter «socialistes», «communistes» ou «anarchistes» ces individus ce qui aurait été anachronique. Nous avons ajouté à cette liste des références d'ouvrages afin que chacun puisse se faire une opinion par lui-même.

ANGE (François-Joseph L'Ange dit)

1743 - 1793

Né en Allemagne. Artisan ouvrier lyonnais (peintre sur soie), L'Ange est aussi juge de paix pendant la révolution. Considéré comme un précurseur de Fourier, il est l'auteur de plusieurs écrits dont Moyens simples et faciles de fixer l'abondance et le juste prix du pain (1792) où il se proclame partisan de l'abolition totale de la propriété. Il demande la création de greniers d'abondance mis à la disposition de la population. En 1793, le maire de Lyon, Chalier, pratique la lutte des classes, soutenu par les sans-culottes, mais agit de façon centraliste. Au nom de l'autonomie des sections, L'Ange soutient l'insurrection royaliste qui renverse la municipalité. Amalgamé lors de la Terreur jacobine, L'Ange est guillotiné.

Source: P. Leutrat (F. J. L'Ange, Paris, 1968)

BABEUF (François-Noël dit Gracchus)

1760 - 1797



Né d'un père manouvrier et autodidacte qui l'éduque. Devenu arpenteur feudiste (codifiant le droit féodal), il prend parti pour les paysans picards et participe aux soulèvements de 1789. A Paris en 1793, Babeuf ne joue pas de rôle particulier mais soutient la lutte des sans-culottes. Très pauvre, il est aidé par Fournier l'Américain et Sylvain Maréchal (voir ces noms). Arrêté par le régime jacobin, il est relâché peu avant la chute de Robespierre. Il mène alors un combat anti-jacobin, critiquant la Terreur dans son journal *Le Tribun du Peuple*. Il est alors partisan de la loi agraire mais dans un sens communiste. Arrêté par les thermidoriens, il tente à sa sortie de prison de rallier les opposants radicaux au régime. Il crée un Directoire secret («La Conjuración des Égaux») mais n'approuve pas certaines audaces du Manifeste rédigé par Sylvain Maréchal. Première tentative de révolution putschiste, la

Conjuration tenta de ratisser large du point de vue sociologique mais ne rallia que d'anciens cadres populaires. Découvert depuis longtemps, Babeuf est arrêté le 10 mai 1796 avec ses papiers ce qui permet un vaste coup de filet. Il se suicide le 26 mai 1797. Babeuf est devenu célèbre grâce aux écrits de son compagnon Buonarroti, mort en 1837, qui assura la transition avec les révolutionnaires du XIX^e.

La tentation d'opposer un Babeuf pré-marxiste à un Sylvain Maréchal libertaire a été amplifiée par les débats de la Première Internationale dans laquelle chaque tendance se cherchait une filiation.

Source: Il existe un nombre impressionnant d'ouvrages sur Babeuf, citons ici Buonarroti (La Conspiration pour l'égalité, Paris, 1957) et M. Dommanget (Babeuf et la Conjuration des Egaux, Paris, 1970).

CLOOTS (Jean-Baptiste dit Anacharsis)

1755 - 1794



Baron prussien, le jeune Cloots est étudiant à Paris lorsqu'éclate la Révolution qui l'enthousiasme. Il devient un militant radical, internationaliste et athée convaincu. Il siège à l'Assemblée après avoir reçu la citoyenneté. Son comportement de grand seigneur mêlé à des positions extrémistes suscitent la méfiance. Les jacobins se servent habilement de son passé d'étranger et de ses relations avec des banquiers douteux pour l'éliminer. Amalgamé avec les hébertistes, il est exécuté le 4 germinal an II (24 mars 1794). L'accusation portée contre lui d'avoir été un agent provocateur payé par l'Étranger perdure bien qu'elle n'ait jamais été prouvée de façon convaincante. Par contre, sur le plan économique, ses positions étaient très modérées.

Source: G. Avenel (Anacharsis Cloots, Paris, 1976) et P. Kessel (Les gauchistes de 89, Paris, 1969)

DOLIVIER (Pierre)

1746 - 1817

Curé de la région d'Etampes, très proche des paysans modestes, Dolivier écrit plusieurs brochures en 1789 où perce une critique des riches. Dans *Le vœu national...* (1790), il s'en prend au système de l'Assemblée constituante et propose une esquisse de démocratie populaire. Il est impliqué dans le meurtre du maire d'Etampes, Simoneau, que les paysans accusaient de protéger les spéculateurs. Dolivier proteste de son innocence mais exige des limites à la spéculation. En 1792 il annonce son mariage et renonce à la religion. En juillet 1793 il publie son *Essai sur la justice primitive* considéré comme une anticipation du socialisme. Dolivier y échafaude une construction égalitaire basée sur les communes pour répartir la terre entre tous. On retrouve des textes de Dolivier dans les papiers de Babeuf et il aurait été inscrit sur la liste des conjurés ce qui justifie un mandat d'arrêt lancé contre lui.

Plus tard Dolivier devient professeur d'Histoire à l'Ecole Centrale de Versailles jusqu'en 1805 et meurt oublié.

Source: M. Dommanget (Les Enragés, Paris, 1976 et 1987), la deuxième partie du livre est en fait une biographie de Dolivier). P. Dolivier (Essai sur la justice primitive, Paris, 1975)

FOURNIER L'AMERICAIN (Claude)

1745 - 1825

Qualifié de brute sanguinaire ou, au mieux, d'aventurier, Fournier n'a fait l'objet d'aucune étude. Né en Haute-Loire, il doit son surnom au fait qu'il possédait une fabrique de tafia à Saint-Dominique. Ruiné, il rentra en France. En 1789, il est capitaine de la Garde nationale et l'un des principaux agitateurs. Il participe, comme organisateur technique, à la prise de la Bastille et à la marche sur Versailles. Lors de la manifestation populaire du Champ-de-mars (juillet 1791), il aurait, selon

Michelet, tiré sur Lafayette qui commandait la troupe. Lors de la prise des Tuileries, Fournier encourage les bataillons marseillais à marcher pour «*chasser tous les scélérats et brigands qui conspiraient la perte totale des Français et leur esclavage*». On le retrouve avec Varlet (voir ce nom) lors de la tentative de siège de la Convention (31 mai 1793) et sa présence inquiète les députés jacobins. Fournier est ensuite chassé du Club des Cordeliers pour diverses malversations qui sont un prétexte en pleine répression jacobine contre les militants radicaux. Il échappe à la guillotine mais on l'arrête après la dernière émeute populaire de Prairial (1795). Il est libéré et se trouve impliqué plus tard dans un attentat contre Bonaparte, ce qui lui vaut la déportation. Indomptable, il complotte encore sous la Restauration et retourne un temps en prison. Il meurt dans la misère en 1825. Son cynisme de fripon n'excluait pas des idées sincères qui ne lui rapportèrent guère, alors que des «*idéalistes*» de 1793 purent se reconvertir en rentiers.

Fournier a laissé quelques pamphlets et des Mémoires secrets assez intéressants (aux Archives nationales). C'est un exemple de ces agitateurs, placés entre les leaders et le peuple, qui prirent ensuite leur autonomie.

GRENUS (J)

Obscur député suppléant à la convention, avocat, il est proche des jacobins en 1793. Dans une lettre du mois de novembre il écrit: «*(...) il faudra établir des magasins nationaux pour recevoir l'excédent des consommations et des fabriques, pour être après cela réparti avec égalité, et alors on arrive à côté de la Communauté où chacun porte le produit de son industrie pour le répartir entre chacun...*»

Source: P. Kessel (Les gauchistes de 89, Paris, 1969)

GUSMAN (Don)

Don Gusman aurait été un Grand d'Espagne déclassé, tenant des propos incendiaires lors des insurrections. Il réussit à siéger quelques heures au comité insurrectionnel de Varlet le 31 mai 1793. Il est surnommé «Don Tocsinos» pour ses appels à l'émeute. Il propose de massacrer les députés et de substituer la commune à la Convention. Effrayée par ses propos qui discréditent le mouvement, la commune le fait arrêter. L'écrivain Sébastien Mercier, qui fut son compagnon de cellule, le montre toujours aussi excité pendant sa détention. Pendant la Révolution, il trafiquait des biens nationaux selon Soboul, ce qui rend très suspect son radicalisme.

Source: S. Mercier (Le nouveau Paris, Paris. 1862, T1) et Michelet (Histoire de la Révolution française, nombreuses éditions, se référer au chapitre très tendancieux concernant le 31 mai 1793).

LACOMBE (Claire, Rose)

Née en 1765

Cette jeune actrice monte à Paris en 1792. Elle participe à la prise des Tuileries le 10 août et aurait chargé à la pique pendant les combats ce qui lui vaut une couronne civique. Elle déclare aux députés: «*Française, artiste et sans place, voilà ce que je suis.*». Elle fonde avec Pauline Léon en 1793 le Club des citoyennes républicaines révolutionnaires, proche des Enragés, et qui ne séparait pas la lutte sociale de celle des femmes mais le soutien des Enragés dont elles sont un peu la branche féminine est compromettant. Le club est fermé en octobre 1793. Après plusieurs séjours en prison notamment entre novembre 1794 et août 1795 on perd la trace de Claire Lacombe.

Source: M. Cerati (Le club des citoyennes révolutionnaires, Paris 1960) et O. de Gouges, T. de Méricourt et R. Lacombe (Oeuvres de Théâtre, Paris, 1976)

LECLERC D'OZE (Théophile Leclerc dit)

Expédié en trois lignes dans le dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, Leclerc mérite un peu plus. C'est un compagnon du maire de Lyon, Chalier, que Kropotkine appelle «communiste mystique». En mai 1793 éclate une insurrection royaliste soutenue par les grands industriels. Chalier est tué, tandis que Leclerc se réfugie à Paris. Là, il se bat aux côtés des Enragés Jacques Roux et Varlet (voir ces noms). Comme eux, il lutte pour le droit à l'existence (politique, économique) revendiqué par les sans-culottes. En juillet 1793, Leclerc reprend le journal de Marat, *L'Ami du Peuple* que celui-ci a abandonné. Il y souligne aussi bien les problèmes économiques que la différence de classe entre députés et sans-culottes. Lors de la repression jacobine, Leclerc est exclu avec Roux du club des Cordeliers. Marat l'accuse de collusion avec les immigrés et d'être responsable des désordres de Lyon! Après la mort de Marat, les jacobins envoient sa veuve protester à la Convention de l'usurpation du nom du journal.

Après avoir épousé Pauline Léon le 18 novembre 1793, Leclerc s'engage dans l'armée et il est muté à La Fère. Ce départ ressemble assez à une fuite. Pauline Léon l'y rejoint peu après. Le 3 avril, ils sont arrêtés tous les deux et enfermés au Luxembourg bien qu'il n'y ait aucun motif d'accusation. Ils furent libérés le 19 août 1794, on perd ensuite leur trace. Kropotkine s'est trompé en faisant « mourir » Leclerc avec les hébertistes en mars 1794 (il s'agissait en fait d'Hubert-Leclerc, un obscur fonctionnaire de la faction).

Source: P. Kessel (Les gauchistes de 89, Paris, 1969) et A. Soboul (des citations dans Comprendre la Revolution, Paris, 1981)

LEON (Pauline)

Née vers 1768

En 1789 cette femme artisan tient une boutique avec sa mère chocolatière. Toutes deux participent à la prise de la Bastille et à la manifestation du Champ-de-Mars. En 1793, Pauline Léon est avec Claire Lacornbe (voir ce nom) la fondatrice du club des Citoyennes révolutionnaires. On y réclame l'égalité politique, économique et même vestimentaire des femmes avec les hommes mais le club se déclare volontaire pour surveiller les femmes aristocrates et lutte sur le plan social. Après l'interdiction du club, on perd la trace de Pauline Léon.

Source: S. Bianchi (La révolution culturelle de l'an II, Paris, 1982) M. Cerati (Le club des Citoyennes révolutionnaires. Paris, 1960)

MARÉCHAL (Sylvain)

1750 - 1803



Considéré un peu vite comme un des précurseurs de l'anarchisme, un «*anarchiste pastoral*» (Nettlau), Maréchal fut néanmoins un des penseurs les plus radicaux de la révolution, anticipant certaines des idées libertaires.

Républicain avant 1788, il collabore en 1790 au journal *Les révolutions de Paris* où il fustige la famille royale et écrit un article intitulé «Des pauvres et des riches» (1791). Athée déclaré et militant, il mène une lutte inlassable contre l'église.

Maréchal est aussi l'auteur de pièces de théâtre, la plus célèbre. *Le jugement dernier des rois* remporte un succès fulgurant un octobre 1793. Mais Sylvain Maréchal courbe le dos sous Robespierre, allant jusqu'à cautionner le culte de l'Etre

suprême. De même il se rallie à ses adversaires le 9 thermidor par opportunisme. Il entre vers 1795 dans la Conjuración de Babeuf (voir ce nom). C'est Maréchal qui rédige le manifeste, y proclamant la lutte des classes et la nécessité d'un véritable communisme. Babeuf et beaucoup de conjurés n'approuvent pas certains passages, notamment «*Disparaissez révoltantes distinctions... de gouvernants et de gouvernés.*» Totalement incompris, ce manifeste était en avance sur la conjuration elle-même qui ne rallia que d'anciens militants de 1793.

Sylvain Maréchal échappe à la répression. On le retrouve vers 1800 écrivain anti-bonapartiste mais aussi anti-féministe (*Projet d'une loi portant défense d'apprendre à lire aux femmes* de 1801!). Il meurt en 1903.

Source: Dommanget (Sylvain Maréchal, Paris, 1950, une somme!); D. Hamiche (Le théâtre et la Révolution, Paris, 1973, contient la pièce Le jugement dernier des rois) et S. Maréchal (Culte et Loi d'une société d'hommes sans Dieu, Paris, 1975, réédition).

MOMORO (Antoine)

1750-1794

Editeur à Paris, Momoro imprimait les textes de la Commune. En 1791, il devient rédacteur en chef du *Journal du Club des Cordeliers*. C'est lui qui trouve la fameuse formule: «Liberté, égalité, fraternité». L'année suivante, il écrit une brochure intitulée: *De la Convention nationale*, qui fait scandale par son radicalisme. Il y affirmait: «*Les hommes naissent libres et égaux en droits et en faits*», «*Les distinctions sociales fondées sur l'utilité commune, et qui ne blessent pas l'égalité, seront consenties par la nation et révocables à volonté*». Il se rapproche ensuite de la faction des hébertistes, qui prône une accentuation de la Terreur et un radicalisme ambigu. En conséquence, il est arrêté et exécuté avec eux le 26 mars 1794.

Source: Le texte «De la Convention nationale» figure dans l'anthologie de P. Kessel: Les gauchistes de 89, Paris, U.G.E., 1969. Selon Jaurès (Histoire socialiste de la Révolution française, Paris, 1904), il ne s'agit pas de communisme, mais d'une restructuration du capitalisme par les expropriations, mais le débat n'est pas tranché.

ROUX (Jacques)

1752 – 1794

Curé en province, Jacques Roux est révoqué en 1790 pour avoir participé à l'attaque de châteaux. Il se réfugie à Paris où il renonce à la prêtrise. Roux milite à la section des Gravilliers très peuplée par des pauvres et des petits salariés. Très vite il devient un des leaders des sans-culottes, membre de ce courant surnommé les Enragés. Roux dénonce les riches, la spéculation. Il approuve les saisies de denrées et la taxation d'office. Le pillage de boulangeries par le peuple le 25 février 1793 est appelé «La journée de Jacques Roux». De même il soutient (à peu près seul) le mouvement féministe révolutionnaire de Claire Lacombe (voir ce nom). Pourtant l'action de Roux a suscité des réticences, il ne rejoint Varlet (voir ce nom) dans sa campagne anti-électorale qu'après un échec personnel. Il se désolidarise du comité insurrectionnel de Varlet qui prépare la marche sur la Convention le 31 mai 1793 car il pense pouvoir traiter avec les jacobins. Le réveil est brutal! Le 25 juin 1793, Roux conduit une délégation à la Convention pour présenter ce que l'on appelle le «Manifeste des Enragés». Il y déclare: *«La liberté n'est qu'un vain fantôme quand une classe d'hommes peut affamer l'autre impunément. L'égalité n'est qu'un vain fantôme quand le riche, par le monopole, exerce le droit de vie et de mort sur son semblable»*. Il est chassé de la salle sous les huées. Tandis que la répression jacobine menace, Roux se radicalise dans son journal *Le Publiciste de la République française*, critiquant l'administration et les profiteurs de guerre.

Il est arrêté sur ordre du Comité de Salut public le 5 septembre 1793 et se suicide peu avant son procès.

Source: M. Dommanget (Les Enragés, Paris, 1976 et 1987, en fait une biographie de Roux avec le texte du Manifeste) et J. Roux (Le Publiciste de la République..., Paris, 1982)

RUTLIDGE (James)

Un inconnu parmi les inconnus malgré trou biographie du XIX^e siècle aujourd'hui introuvable (Las Vergnas: *Le chevalier Rutledge*). Gentilhomme anglais, Rutledge (ou Rutledge) siège au club des Cordeliers. Il anime un journal *Le Creuset* où il se déclare partisan de la loi agraire, c'est-à-dire le partage des terres en prenant pour prétexte la question des biens du clergé. Lorsqu'il veut défendre ses thèses au club des Jacobins en 1791, il est hué dès les premiers mots. Il prend ensuite ses distances avec le cours de la révolution. C'est un exemple de ces radicaux de la première génération marginalisés par l'irruption des sans-culottes, ce qui ne fut pas le cas pour les Enragés. Son biographe évite soigneusement de parler des positions agraires du Rutledge.

Source: Las Vergnas (Le chevalier Rutledge, Paris, 1932)

TABOUREAU DE MONTIGNY

Mort en 1803

Avocat à Orléans, Taboureau écrit en 1789 une «Requête du Tiers-Etat au Roi», déjà très en avance socialement. Il se radicalise ensuite et devient un peu l'équivalent orléanais des Enragés. Il réclame la taxation des subsistances, la saisie des grains, des secours aux pauvres et aux familles des volontaires. Arrêté pendant l'hiver 1792-1793, il est libéré sous la pression d'Hébert. On ignore son destin ultérieur. Il mettait en application ses idées en dirigeant des groupes de pauvres qui sillonnaient le Loiret pour taxer les denrées.

VARLET (Jean-François)

1764 - 1831 (?)

Une des figures les plus désintéressées de la Révolution. N'ayant jamais recherché le pouvoir, il se fera toujours l'interprète des humbles.

Né le 14 juillet 1764, Jean-François Varlet est un commis des postes inscrit à la section des Droits-de-l'Homme (quartier du Marais). Dès le début de la Révolution, il se confectionne une estrade roulante et la tire aux carrefours. Il devient un orateur apprécié des pauvres de Paris. Il écrit aussi de nombreuses brochures dont un projet de mandat impératif pour les députés et une «Déclaration solennelle des Droits de l'Homme dans l'Etat social», beaucoup plus modérée que la plupart de ses propositions. Il demandait la limitation des propriétés et l'élimination des spéculateurs, diffusant des thèses proches de celles de Jacques Roux (voir ce nom).

Bien que rattaché par les historiens au groupe des Enragés, Varlet semble avoir souvent agi en franc-tireur. Le 31 mai 1793, il est nommé responsable du comité insurrectionnel qui prépare la marche sur la Convention pour imposer des mesures économiques dans l'esprit des sans-culottes. Pour de multiples raisons, la tentative échoue. Le pouvoir jacobin le persécute en septembre car il provoque une fronde dans les sections contre la réduction des assemblées populaires et la fonctionnarisation des militants. Il est arrêté. Après la chute de Robespierre, il relance un mouvement opposé aussi bien aux jacobins qu'aux bourgeois qui leur succèdent.

Une nouvelle arrestation en septembre 1794 semble briser son énergie et il ne participe pas à la Conjuration des Egaux où Babeuf l'avait inscrit (1796). Bonapartiste à la fin de l'Empire, il profite de la Révolution de Juillet pour écrire une lettre publique anti-royaliste et proposer ses services.

Il ne mérite pas le qualificatif de «furieux» (ou de «massacreur») que lui donnent les historiens de droite puisqu'il n'a jamais fait tuer contrairement à Danton, Robespierre ou les girondins! A l'inverse on le considère parfois comme un des

précurseurs de l'anarchisme avec Sylvain Maréchal (cf. Kropotkine) mais il ne faut pas oublier certaines limites de sa pensée dues au contexte de l'époque.

Source: Il n'existe pas d'étude en français mais les éditions Partage noir n'apprêtent à combler cette lacune! En attendant, le lecteur peut se référer à J.F. Varlet: Déclaration solennelle..., Paris, 1975). Deux textes figurent dans le recueil de P. Kessel (Les gauchistes de 89, Paris, 1969).

Les Brigans sont foutus!

LA LIBERTÉ OU LA MORT.

De L'Ange à Varlet, en passant par Babeuf et Maréchal, quelques militants connus ou inconnus qui ont pris la Révolution française au mot : changer radicalement de société.

PARTAGE NOIR (1990)

